

Compte rendu des CAPL de mutation A et B

Une situation intenable et inacceptable

Tout juste sortis des CAPL B et A, les représentants de SOLIDAIRES ont dénoncé la situation des emplois à la DIRCOFI et plus particulièrement les détachements d'office.

Ce mouvement est certes le plus conséquent depuis la création de la DIRCOFI SUD EST, d'une part, en raison de l'expérimentation de la Brigade patrimoniale et d'autre part à cause de l'extension de la compétence géographique sur la Réunion.

Mais, en bout du bout, les effectifs disponibles en Brigade accusent toujours un déficit d'une vingtaine de postes.

Au niveau des B, comme toujours, les brigades accusent un déficit. La nouveauté, c'est qu'un poste n'est pas pourvu à la BEP, ce qui entraîne en cascade le détachement contraint d'un vérificateur. On vient ainsi d'apprendre qu'un B équivalait à un A, sauf pour la rémunération.

S'agissant des cadres A, 4 collègues ont été détachés d'office, c'est à dire sans leur consentement et au mépris des règles nationales d'affectation. Cette situation conduit à une double peine pour ces agents qui voient des collègues plus jeunes en ancienneté affectés sur leur second choix. En séance, les représentants SOLIDAIRES ont contesté le choix de la Directrice avec véhémence.

Au total, outre les détachements d'office, 7 détachements consentis ont été décidés par Madame « JE NE VOUS REPONDRAI PAS ».
Comme les années précédentes, l'analyse des mouvements met en évidence le manque d'emplois implantés en DIRCOFI SUD EST REUNION.
En Direction, pour 20 postes de A implantés, et suite aux détachements prononcés, ce sont 27 agents A qui travailleront dans les différentes divisions et c'est autant de vérificateurs en moins.
De même à la BEP, pour 4 emplois A implantés, 6 cadres A sont affectés dans cette structure (sans compter les 2 vérificateurs de Cannes détachés à 50 %).

Selon les annonces du Ministre et de la direction générale, la lutte contre la fraude fiscale serait une priorité nationale !

Concernant la brigade patrimoniale, les représentants de SOLIDAIRES ont mis

Madame « JE NE VOUS REPONDRAI PAS » face à ses contradictions et son manque d'anticipation. En effet, lors des demandes de mutation, la brigade patrimoniale n'était pas identifiée comme une brigade sédentaire. En outre, lors du CTL du 2 avril dernier, la Directrice avait déclaré, suite à notre demande de précisions sur le fonctionnement de cette brigade, qu'il s'agissait d'une brigade de vérifications comme une autre.

Souvent Directrice varie, bien fol, qui s'y fie !

Cela pourrait faire rire mais les conséquences directes sur les collègues affectés dans cette brigade sont beaucoup moins drôles.

Un groupe de travail sur le contenu de la mission et les modalités de fonctionnement de cette brigade a été constitué et a rendu ses conclusions.

Elles seront présentées lors du CTL du 29 juillet prochain. Dommage, trop tard !

Les représentants de SOLIDAIRES ont dénoncé le manque d'anticipation de la Directrice qui est plus que préjudiciable aux agents.

L'état de la DIRCOFI SUD EST REUNION est plus que préoccupant. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES continuera de lutter contre les suppressions d'emploi et la déréglementation dans les règles d'affectation.